



## COMPTE RENDU DES DÉCISIONS

### Comité national de consultation patronale-syndicale (CNCPS)

#### Réunion hybride

Le 20 juin 2024

De 13 h à 17 h (HE)

### 1. Mot de bienvenue, observations préliminaires et examen de l'ordre du jour

**Président** : J.-G. Forgeron, premier vice-président, Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA)

- J.-G. Forgeron, premier vice-président de l'ACIA, souhaite la bienvenue aux participants.
- Milton Dyck remercie J.-G. Forgeron et parle du stress causé par la pandémie et la grippe aviaire. Il ajoute qu'il attendait la réunion avec impatience.
- D<sup>re</sup> Lina Johansson souligne les relations positives entre les syndicats et la direction et, bien que les parties ne soient pas forcément d'accord, elle se sent entendue et elle a hâte de participer aux discussions de la journée.
- Pendant l'examen de l'ordre du jour, Milton Dyck demande que la santé mentale soit inscrite de nouveau comme point permanent à l'ordre du jour des prochaines réunions.
- J.-G. demande s'il y a des questions concernant le compte rendu des décisions de la dernière réunion, tenue en décembre 2023. Aucune question. Tous les présidents ont déjà examiné le document et il ne reste plus qu'à le faire signer par les syndicats.

#### Mesure de suivi

- Le Secrétariat planifiera une mise à jour sur la santé mentale à la prochaine réunion du CNCPS.

### Points à l'ordre du jour

#### 2. Mesures de suivi

❖ **Présentatrice** : Karen Alexander, directrice associée, Négociations collectives, Direction des négociations collectives et des relations de travail, Direction générale des ressources humaines (ACIA)

#### Principaux points de discussion

- D<sup>r</sup> Ayman Soryal fait un suivi sur les salaires des VM et le manque d'uniformité des salaires à l'échelle du pays.
- J.-G. Forgeron mentionne qu'il s'est entretenu à plusieurs reprises avec D<sup>re</sup> M.J. Ireland à ce sujet et au sujet de la pénurie de vétérinaires à l'échelle mondiale; récemment, cette question a aussi fait l'objet d'une discussion avec le président de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC).
- Don Kenny fait part des problèmes actuels de dotation de la Direction générale des services numériques (DGSN), dont il demande au premier vice-président de prendre connaissance; J.-G. Forgeron accepte sa demande.

#### Mesure de suivi

- La DGSN fera un suivi au sujet des problèmes de dotation.

### 3. Discussion sur le budget de 2023

❖ **Responsables** : ACIA et IPFPC

❖ **Présentateurs** : Stanley Xu, vice-président, Direction générale de la gestion intégrée (ACIA);  
Todd Cain, vice-président, Direction générale des services numériques (ACIA);  
D<sup>r</sup> Raman Srivastava, vice-président, Direction générale des ressources humaines (ACIA).

#### Principaux points de discussion

- J.-G. Forgeron mentionne que tout comme dans le cas du budget de 2023, l'ACIA a aussi reçu moins de fonds que prévu pour l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), qu'il n'y aura pas de fonds accordés pour les augmentations de salaire en raison des négociations collectives, et que bien que l'Agence soit au courant d'une autre réduction en 2024, celle-ci n'a pas encore été communiquée.  
La direction comprend le stress et la nervosité causés par le manque d'information et s'engage à communiquer ces renseignements le plus tôt possible. L'objectif est toujours de gérer l'attrition de façon qu'elle ait le moins de répercussions sur nos employés.
- Stanley Xu parle des économies à réaliser sur une période de trois ans, du processus de planification et du travail des Ressources humaines (RH), et mentionne que l'Agence est sur le point d'établir définitivement les chiffres et les dispositions.
- D<sup>r</sup> Raman Srivastava parle des répercussions de la grippe aviaire sur les fonds reportés et de la complexité de l'examen, tout en précisant qu'il se pourrait que l'ACIA remarque peu d'incidence, voire aucune, pendant la première ou les deux premières années.
- Milton Dyck évoque le besoin d'information et demande la création de comités mixtes de transition en matière d'emploi (CMTE). Bien qu'il espère qu'il n'y aura aucun licenciement, même l'attrition aura une incidence sur les employés. Il demande à obtenir les chiffres par écrit et à être prévenu avant que les communications ne soient diffusées.
- Stanley Xu confirme qu'il est possible de fournir par écrit les économies demandées, et D<sup>r</sup> Raman Srivastava ajoute que l'ACIA n'est pas prête à invoquer les CMTE, car rien n'indique qu'ils sont nécessaires à l'heure actuelle.
- Fred Jamieson demande des précisions sur la répartition des réductions. Il souligne les problèmes de charge de travail et un besoin d'information pour soutenir la planification de carrière. Le premier vice-président mentionne que les réductions seront fondées sur l'exercice d'établissement des priorités et qu'elles pourraient être disproportionnées; il espère qu'on pourra communiquer des renseignements prochainement.
- Audrey St-Germain évoque le besoin de traçabilité et demande que les régions et sous-régions participent aux décisions budgétaires. Debbie Beresford-Green prend note de ces commentaires et souligne que la Direction générale des opérations recrute de manière stratégique, mais qu'il pourrait y avoir des retards dans la dotation des postes.
- D<sup>re</sup> Lina Johansson affirme qu'une décision de programme apparemment mineure entraînerait des conséquences importantes pour les partenaires commerciaux, et elle demande que les documents soient examinés avant d'être diffusés.
- J.-G. Forgeron convient que les syndicats et la direction examineraient la situation sous un angle différent.

#### Mesures de suivi

- L'ACIA communiquera les messages avant de les envoyer à l'ensemble du personnel.
- Stanley Xu fournira par écrit les chiffres communiqués pendant cette discussion.

#### 4. VM non accrédités ayant reçu une formation à l'étranger

❖ **Responsable :** IPFPC

❖ **Présentateurs :** Robert Ianiro, vice-président, Direction générale des politiques et des programmes; Debbie Beresford-Green, vice-présidente, Direction générale des opérations (ACIA).

- D<sup>re</sup> Lina Johansson indique qu'il y a toujours des rumeurs de discussions avec des organismes d'accréditation et l'Association canadienne des médecins vétérinaires (ACMV) concernant les normes vétérinaires et les vétérinaires formés à l'étranger. L'IPFPC fait de nouveau part de ses préoccupations concernant tout travail dans ce domaine.
- Debbie Beresford-Green indique qu'il n'y a pas eu beaucoup de changements depuis la réunion d'automne au-delà de la façon de gérer la pénurie mondiale de vétérinaires, compte tenu de l'état d'avancement des négociations de l'ACIA et d'autres priorités, mais ajoute qu'une consultation aura lieu avant l'adoption de tout changement. Debbie parle du grand respect dont jouit la profession de vétérinaire et du travail continu de recrutement qui est effectué. Outre les vétérinaires formés à l'étranger comme solution possible, elle parle des campagnes de recrutement de vétérinaires menées par les Ressources humaines, des programmes de stages, du dialogue avec les collèges de médecine vétérinaire et de la sensibilisation effectuée auprès des universités et des collèges les jours de remise des diplômes.
- D<sup>r</sup> Raman Srivastava est d'accord et parle de certaines des initiatives en cours des RH, notamment LinkedIn et les médias sociaux, les bassins internes aux niveaux VM-03 et VM-04, et le projet pilote sur les vétérinaires formés à l'étranger dans les zones rurales pour l'hygiène des viandes; il précise qu'il s'agit toujours d'un projet pilote et que l'ACIA respectera le gel prévu par la loi. La consultation des collègues du syndicat est essentielle.
- D<sup>re</sup> Lina Johansson souligne les efforts considérables déployés en matière de recrutement, mais soulève une inquiétude persistante au sujet des vétérinaires formés à l'étranger et des normes relatives à l'accréditation. Tout ce qui concerne une modification des normes et de l'accréditation est exclu par l'IPFPC.
- D<sup>r</sup> Ayman Soryal parle de la pénurie de personnel qui oblige les employés à couvrir plus d'une région, ce qui a une incidence sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle.
- Robert Ianiro parle de l'excellent travail effectué par les RH et la Direction générale des communications et des affaires publiques (DGCAP) et de la nécessité de déterminer d'autres possibilités. Il s'engage à amorcer une discussion plus formelle avec l'IPFPC.
- J.-G. Forgeron met fin à la discussion en réaffirmant que l'Agence est saisie de la question et en confirmant que toutes les parties veulent obtenir le même résultat.

#### Mesure de suivi

- Sans objet (S.O.)

#### 5. Le point sur la présence prescrite au lieu de travail (retour au bureau)

❖ **Responsable :** IPFPC

❖ **Présentateurs :** D<sup>r</sup> Raman Srivastava, vice-président, Direction générale des ressources humaines (ACIA); Stanley Xu, vice-président, Direction générale de la gestion intégrée (ACIA); Todd Cain, vice-président, Direction générale des services numériques (ACIA).

- D<sup>re</sup> Lina Johansson réaffirme le principe de « présence justifiée » de l'IPFPC, et parle de certaines préoccupations visant les locaux à bureaux à l'échelle du pays, le manque d'uniformité dans l'application et la surveillance des données Internet et des emplacements, et le refus de certaines

demandes de mesures d'adaptation. L'IPFPC recherche la transparence et la communication constante de renseignements.

- D' Raman Srivastava évoque les discussions qui ont eu lieu avant que l'ACIA ne prenne sa décision, notamment les nombreuses discussions avec le Comité de la haute direction (CHD), les discussions de gestion des directions générales et la séance de consultation syndicale qui s'est tenue le 10 mai 2024. Il mentionne également que les commentaires reçus lors de la séance de consultation au sujet de l'espace, des aménagements, des bureaux et des chaises réglables, du système Archibus, des places attribuées et des installations de cotravail du GC, de la technologie de l'information (TI), de la sûreté et de la sécurité, ainsi que de l'environnement de bureau et de l'étiquette au bureau, ont tous été pris en considération et ont influencé la date de mise en œuvre, repoussée au 21 octobre 2024, ce qui devrait coïncider avec la fin des travaux de construction de la T1. Certains groupes, comme les services de TI et les services de paye, commenceront la transition dès maintenant, mais il faudra compter une année entière. D' Srivastava souligne que l'on continuera de recueillir des métadonnées aux fins de surveillance et de conformité. Il indique aussi que la procédure d'exception fait actuellement l'objet d'un examen, en particulier l'obligation de prendre des mesures d'adaptation, et que les chefs de direction générale sont les décideurs.
- J.-G. Forgeron répond à la question de Fred Jamieson sur la construction de la T1 et précise que si la situation évolue, la date sera revue au besoin. Dans tous les cas, les gestionnaires exerceront leur pouvoir discrétionnaire.
- Audrey St-Germain demande des précisions sur les conditions d'approbation des exemptions et sur la façon d'assurer l'uniformité, ce qui comprend une demande de données sur le nombre d'exemptions acceptées par région par rapport au nombre total.
- Pat St-Georges parle de la formulation des conventions collectives en matière de flexibilité et ajoute que la cause profonde du problème est la rigidité et le manque de souplesse, attirant l'attention sur les commentaires formulés par la présidente du Conseil du Trésor le 23 mai 2024. M. St-Georges encourage les gestionnaires à faire preuve de souplesse. Il parle aussi du libellé convenu lors des négociations pour le groupe et du besoin de trouver un juste milieu entre ce comité et le fait de ne pas interférer avec les griefs de dernier palier. L'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) se réjouit à l'idée de collaborer avec l'ACIA à ce sujet.
- D' Cheick Sidibé pose une question sur les étapes du processus d'approbation d'une exemption et, si une demande est refusée, quels sont les droits et les critères d'exemption.
- J.-G. Forgeron parle du besoin de sensibilisation et de communication (employés et gestionnaires) dans la mesure où les employés ayant conclu une entente de télétravail peuvent devoir se présenter à diverses réunions, et où une entente de télétravail en vigueur ne les empêche pas de le faire. D<sup>te</sup> Lina Johansson ajoute que bien que ce soit souvent le cas, cela dépend de chaque exemption à l'obligation d'adaptation.
- Aaron Swerdlyk encourage la direction à consacrer les budgets à l'exécution du mandat plutôt qu'à l'enjeu de la présence.
- Don Kenny demande des précisions quant à la DGSN et si elle suit l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour ce qui est de l'échéancier. J.-G. Forgeron précise que l'ACIA suivra l'administration publique centrale et s'excuse pour tout problème éventuel de communication. Todd Cain confirme que la DGSN suivra l'administration publique centrale, par étapes à partir de septembre et jusqu'en 2025; il souligne que l'ARC est le seul organisme qui semble suivre une approche différente.

- D<sup>re</sup> Lina Johansson évoque le stress que l'annonce a causé aux employés souffrant de handicaps invisibles ou aux personnes qui ont du mal à s'adapter aux environnements de bureau, et souligne que les gestionnaires doivent être attentifs à cette situation. Elle demande aussi à la direction de s'assurer que le lieu de travail indiqué dans les lettres d'offre est exact.
- Milton Dyck parle des demandes de mesures d'adaptation et du fait que l'AFPC poursuivra son travail dans le cadre du processus d'arbitrage et de règlement des griefs afin de défendre les intérêts de ses membres.
- Don Kenny s'interroge sur l'espace disponible au bureau de Moncton. Stanley Xu mentionne que l'on continue de surveiller les locaux à bureaux, et que si les données indiquent qu'ils sont à la limite de leur capacité, la Direction générale de la gestion intégrée (DGGI) examinera des options.
- J.-G. Forgeron souligne qu'on a consacré beaucoup de temps à la prise de décision, y compris aux discussions sur les commentaires soulevés lors de la séance de consultation du 10 mai 2024. Il parle de la complexité de l'obligation d'adaptation et du fait qu'il faut fournir des mesures d'adaptation, de la nécessité pour la direction de faire en sorte que le temps passé par les employés au bureau soit fructueux, et du fait qu'il faudra un certain temps pour s'adapter à la nouvelle normalité. Le premier vice-président parle également du processus d'exemption et des changements à venir dans les exigences liées à l'approbation.
- D<sup>r</sup> Raman Srivastava reconnaît que la discussion et la collaboration se poursuivent. Il attire l'attention sur certains des changements de processus à venir pour abaisser le niveau de délégation requis, sauf pour la catégorie des circonstances exceptionnelles, afin d'assurer une certaine uniformité. Ces renseignements seront publiés dans Merlin.
- Debbie Beresford-Green parle des commentaires formulés au sujet des bureaux régionaux et indique que des discussions sont en cours et que les avis recueillis alimentent le processus de réflexion de la direction, l'objectif étant de trouver une solution d'ici le 21 octobre 2024. Elle demande que toute question particulière soit transmise au premier vice-président.

#### **Mesure de suivi**

- D<sup>r</sup> Raman Srivastava communiquera les critères d'exemption et veillera à ce que les nouvelles exigences du processus soient ajoutées dans Merlin.

### **6. Le point sur l'élaboration des lignes directrices concernant l'intégrité scientifique**

❖ **Responsable** : IPFPC

❖ **Présentateurs** : D<sup>r</sup> Mohit Baxi, vice-président par intérim, Direction générale des sciences (ACIA)

- Fred Jamieson signale que l'IPFPC aimerait pouvoir se réunir à nouveau pour travailler sur ce dossier.
- Milton Dyck ajoute que l'AFPC est aussi concernée par les lignes directrices concernant l'intégrité scientifique, car elle compte des membres dans la communauté. L'AFPC demande à examiner la version finale de la politique.
- D<sup>r</sup> Mohit Baxi confirme que D<sup>r</sup> David Nanang est le responsable et il convient que la question doit faire l'objet d'un examen et d'une mise à jour. Il s'engage à travailler avec l'IPFPC et l'AFPC concernant la politique sur l'intégrité scientifique (PIS).

#### **Mesure de suivi**

- Dès qu'il sera prêt, D<sup>r</sup> David Nanang communiquera avec les syndicats pour discuter de la politique sur l'intégrité scientifique.

## 7. Valeurs et éthique

❖ **Responsable** : ACIA

❖ **Présentateur** : Martin Rubenstein, dirigeant principal de la vérification et de l'évaluation

- Martin (Marty) Rubenstein souligne l'importance du sujet; l'ACIA travaille à l'Appel à l'action du greffier et a lancé des séances de consultation des employés en mai. On s'affaire actuellement à analyser les données et les réponses en vue d'élaborer un plan d'action prévoyant la mise en place d'un parcours des valeurs et de l'éthique, d'une formation à l'intention des employés et de la direction, ainsi que des discussions sur un code de conduite renouvelé. Marty fait part de son ouverture aux commentaires et de l'importance de s'assurer que les gens se reconnaissent dans nos valeurs, ainsi que de la nécessité d'avoir des discussions ouvertes et sûres. Il est important de savoir comment les gens veulent participer pour obtenir leur riche contribution.
- Audrey St-Germain pose une question sur le rôle d'ambassadeur. Martin précise qu'il ne s'agit pas d'une fonction « policière », mais d'un rôle d'intermédiaire dans les conversations, permettant des occasions de discussion. On parle plutôt d'un rôle de promotion pour échanger des renseignements et orienter les employés s'ils ont des questions.
- Pat St-Georges soulève la question des médias sociaux et de l'intelligence artificielle (IA), en particulier la nécessité de faire preuve de prudence en utilisant les médias sociaux. L'AFPC se dit préoccupée par l'IA et les changements technologiques, mais comment influencent-ils les valeurs et l'éthique? Martin mentionne qu'il s'agit de deux questions importantes qui seront examinées dans le plan d'action, mais qu'il faudra plus de temps pour les approfondir.
- Milton Dyck parle du besoin d'obtenir plus de renseignements, et du travail à venir. Martin confirme qu'il est important d'en expliquer la pertinence pour aujourd'hui, et que les syndicats seront inclus.
- J.-G. Forgeron affirme qu'il faut inscrire l'éducation dans un contexte moderne et y intégrer la diversité et l'inclusion.
- D<sup>re</sup> Lina Johannson parle du besoin d'uniformité et de la volonté de participer au niveau national, puisqu'on peut apporter une perspective différente à la table.

### Mesure de suivi

- S.O.

## 8. Tour de table

❖ **Présentateurs** : tous

- Milton Dyck réaffirme sa volonté de poursuivre les discussions sur la santé mentale.
- D<sup>re</sup> Lina Johannson demande de planifier rapidement la prochaine réunion. Elle demande également de devancer la distribution des documents et remercie l'employeur d'avoir ajouté ce point à l'ordre du jour. Enfin, elle mentionne que la Direction générale des sciences met fin à un programme de recherche sur les vecteurs, petit mais important, dans un laboratoire, et qu'elle s'inquiète de l'activité du marché du travail et de la stabilité de l'emploi; il s'agira peut-être d'un sujet de discussion au cours d'un appel de la Direction générale des sciences.
- D<sup>r</sup> Ayman Soryal remercie Debbie Beresford-Green pour les appels mensuels et D<sup>r</sup> Raman Srivastava pour ses réponses rapides aux questions. Il mentionne aussi que Fred et lui-même seront ravis d'accélérer le processus de négociation.

- Audrey St-Germain parle de santé mentale et du besoin de collaborer à tous les niveaux. Audrey demande que les messages concernant l'importance des relations patronales-syndicales soient diffusés à l'échelon régional.
- D'Cheick Sidibé est d'accord avec les commentaires d'Ayman au sujet des négociations et demande de confirmer que la réduction budgétaire est de 3 %. Stanley Xu confirme ce chiffre.
- Milton Dyck parle du travail important qui se fait en matière d'équité salariale et de la valeur de la participation en personne. J.-G. Forgeron s'engage à faire part de ce point et à en discuter.
- Fred Jamieson aborde les questions relatives aux SR et aux VM et, bien qu'il ait eu de bonnes discussions avec Debbie Beresford-Green, il veut s'assurer que les SR ont la possibilité d'avancer.

#### **Mesure de suivi**

- L'employeur communiquera l'importance de la mobilisation syndicale au niveau le plus bas.

#### **9. Mot de la fin**

❖ **Présentateurs** : J.-G. Forgeron, premier vice-président, Agence canadienne d'inspection des aliments; D<sup>re</sup> Lina Johannson, Équipe de consultation ACIA-IPFPC (IPFPC); Milton Dyck, président, Syndicat de l'agriculture (AFPC).

- J.-G. Forgeron remercie les participants pour les discussions franches et ouvertes et souligne le nombre de points prévus à l'ordre du jour de la prochaine réunion et un certain nombre de points auxquels les membres de la haute direction pourraient réfléchir.
- D<sup>re</sup> Lina Johannson est d'accord et ajoute qu'ils se sont sentis entendus, en parlant des changements qui ont favorisé une relation ouverte et une bonne discussion.

#### **Mesure de suivi**

- S.O.

## Participants

Président	J.-G. Forgeron	
Participants de l'ACIA	J.-G. Forgeron D' Raman Srivastava Debbie Beresford-Green Scott Rattray Robert Ianiro D' Mohit Baxi Todd Cain Stanley Xu Luc Rivard Jane Hazel Martin Rubenstein	Chantal Gauvreau (observatrice) Jason Bruder (observateur) Karen Alexander (observatrice) Raghida Bitar (observatrice) Traci Mathias (observatrice) Nycole Sanborn (observatrice) Esther Sanderson (observatrice) Jenna Murphy (observatrice)
Participants de l'AFPC	Milton Dyck Pat St-Georges Randy Olynyk Audrey St-Germain Aaron Swerdlyk	
Participants de l'IPFPC	D <sup>re</sup> Lina Johannson Fred Jamieson D' Ayman Soryal, Don Kenny Shova Dhar D' Cheick Sidibé Terry Petrow	Spencer Underwood (observateur)
Animatrice	Dana M. Gerein (secrétariat)	

  
 J.-G. Forgeron  
 Premier vice-président  
 Agence canadienne d'inspection des aliments

  
 \_\_\_\_\_  
 Date

\_\_\_\_\_  
 Milton Dyck  
 Président national, Syndicat de l'agriculture  
 Alliance de la Fonction publique du Canada

\_\_\_\_\_  
 Date

\_\_\_\_\_  
 D<sup>re</sup> Lina Johannson  
 Présidente, Équipe de consultation ACIA-IPFPC  
 Institut professionnel de la fonction publique du Canada

\_\_\_\_\_  
 Date